

RÉGIONAL

ACJ

AFRICA CREATES JOBS

2021

ATELIERS VIRTUELS

7-8 OCT

AFRIQUE DU NORD



Atelier ACJ Afrique du Nord

"Compétences et emplois pour la croissance économique de l'Afrique du Nord".

07 & 08 Octobre 2021, 9h00 – 12h00 (GMT)

Rapport

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement



Supported by

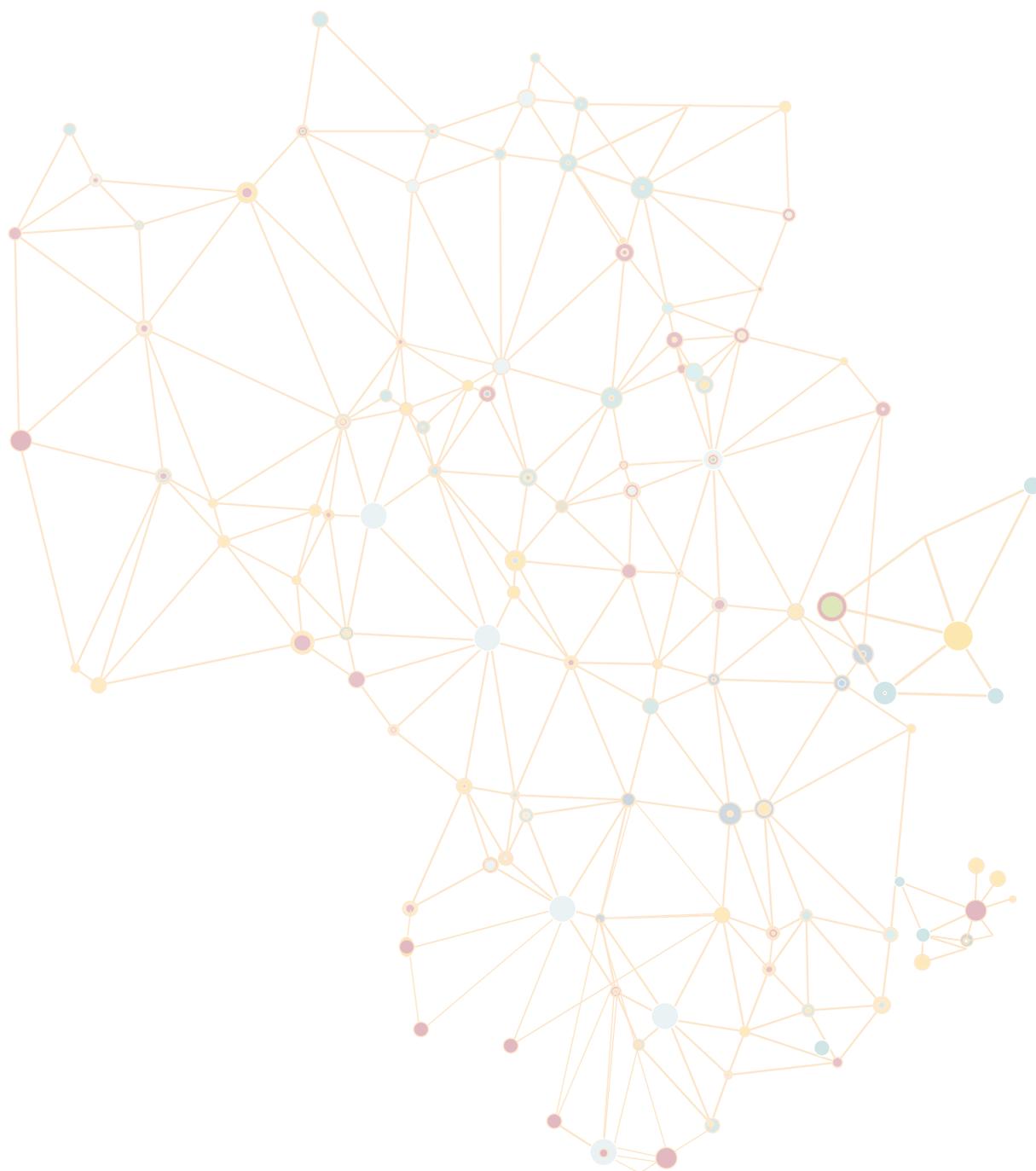


REMERCIEMENTS

LA CUA et l'AUDA-NEPAD tiennent à exprimer leur reconnaissance et leur gratitude au cabinet-conseil STRATÉGIES! pour l'appui technique apporté à l'élaboration de ce rapport, ainsi qu'aux représentants de la GIZ qui ont aidé à la création dudit rapport.

Auteurs

Cabinet-conseil STRATEGIES!
Kah Walla



1. INTRODUCTION ET CONTEXTE

L'initiative Compétences Pour l'Afrique (connue par son acronyme en anglais, SIFA), en collaboration avec ses partenaires, la Commission de l'Union africaine (AUC) et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), a organisé la conférence régionale de l'Afrique du Nord sur « **L'Afrique crée des emplois (Africa Creates Jobs – ACJ)** » les 07 et 08 octobre 2021. Parmi les autres partenaires clés figuraient l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et Business Africa (BA) à travers sa présidente Mme Neghza Saïda.

Cinq ateliers régionaux en ligne étaient à organiser en guise de prélude à la conférence continentale « **L'Afrique crée des emplois** » qui se tiendra en novembre 2021. L'atelier régional d'Afrique du Nord était le cinquième de la série; les précédents ayant eu lieu pour l'Afrique de l'Est les 16 et 17 juillet 2021, pour l'Afrique de l'Ouest les 26 et 27 août 2021, pour l'Afrique centrale les 2 et 3 septembre 2021 et pour l'Afrique australe les 22 et 23 septembre 2021.

1.1. Objectif des ateliers

Les cinq ateliers régionaux-ACJ avaient pour but de réunir les principales parties prenantes du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et d'autres partenaires sociaux pour examiner les données et les informations recueillies par le biais d'une série d'études. Il s'agissait notamment d'études macroéconomiques menées par le projet SIFA dans cinq pays et d'évaluations rapides des compétences dans huit pays. Les sessions de l'atelier visent en outre à créer une plateforme de dialogue au niveau régional où les diverses parties prenantes peuvent s'engager sur des solutions et des recommandations possibles. Les discussions ont mis l'accent sur le renforcement du système de développement des compétences et l'augmentation des perspectives d'emploi (indépendant) des jeunes dans la région, dans le contexte des résultats.

1.2. L'Atelier Continental « L'Afrique crée des emplois »

L'atelier continental « L'Afrique crée des emplois » se tiendra en Novembre 2021. Le thème de la plateforme de dialogue continental de cette année est « **Conduire un programme de compétences et d'emplois réactif et agile pour la croissance économique de la jeunesse africaine** ». Ce thème permettra aux principales parties prenantes d'explorer comment la croissance envisagée par l'Afrique, telle qu'articulée dans la Zone de libre-échange africaine (ZLEA), dans un environnement COVID-19, peut répondre à la demande de compétences pour plus de 20 millions d'emplois dont le continent a besoin chaque année.

Les informations issues des ateliers régionaux sont destinées à guider les décisions d'investissement des États membres dans l'identification des sous-secteurs susceptibles de stimuler l'emploi. Les enseignements tirés au niveau régional seront agrégés pour alimenter l'atelier continental en novembre 2021.



2. PARTICIPANT/ES À L'ATELIER

Une trentaine de personnes ont participé à la discussion en ligne sur l'Afrique du Nord, issues du monde des affaires, de l'enseignement supérieur, de l'EFTP et des écoles secondaires, de la société civile, des organisations de jeunesse et des décideurs politiques.

3. APERÇU DE L'ATELIER RÉGIONAL EN LIGNE POUR L'AFRIQUE DU NORD

L'atelier a été programmé en deux sessions de trois heures sur une période de deux jours.

3.1. Compte-rendu du Jour 1

Session d'ouverture

Le premier jour a débuté avec les remarques de bienvenue des personnalités et la description du cadre de l'atelier. Vous trouverez ci-dessous quelques citations tirées de leurs interventions :

- **Mme. Neghza Saida, Présidente, Business Africa (BA)** : *“Il apparaît urgent l’instauration d’un dialogue socioéconomique et la conjugaison des efforts de l’ensemble des acteurs concernés. Cela commence par l’amélioration de la qualité de l’éducation et de la formation professionnelle/ universitaire dont les programmes doivent être revus ensemble pour répondre aux besoins effectifs et réels du monde du travail.”*
- **Mr. Hambani Masheleni, Chef de la division de l’éducation, Commission de l’Union Africaine (CUA)** : *“Nous devons trouver des mesures qui aident les jeunes à se recycler, à se perfectionner et à s’adapter à ce monde du travail en rapide évolution.”*

Mise en contexte : Tendances macroéconomiques¹

Le reste de la session s'est concentré sur la présentation des tendances macroéconomiques aux niveaux continental et régional. Le principal document présenté était un résumé de l'analyse macro-économique et des rapports d'évaluation rapide des compétences qui ont été entrepris par SIFA dans 8 États membres de l'Union africaine, avec des scénarii possibles du potentiel de croissance de l'emploi dans les secteurs productifs nationaux d'une part, et des tendances² compilées à partir des rapports d'organisations et d'institutions internationales telles que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'Organisation Internationale du Travail d'autre part. L'objectif était de se faire une idée concrète de la dynamique sur le terrain avec des faits et des données claires, afin de soutenir le processus décisionnel.

En résumé, la présentation stipule qu'il est urgent de créer au moins 16 à 20 millions d'emplois par an sur le continent pour répondre à la croissance démographique annuelle des jeunes qui ont besoin d'emplois. La crise du COVID-19 a accru cette urgence car elle a entraîné un ralentissement

¹ Les études sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://www.nepad.org/publications>

² Les tendances compilées entre autres des études et rapports ci-dessous :

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_775883.pdf

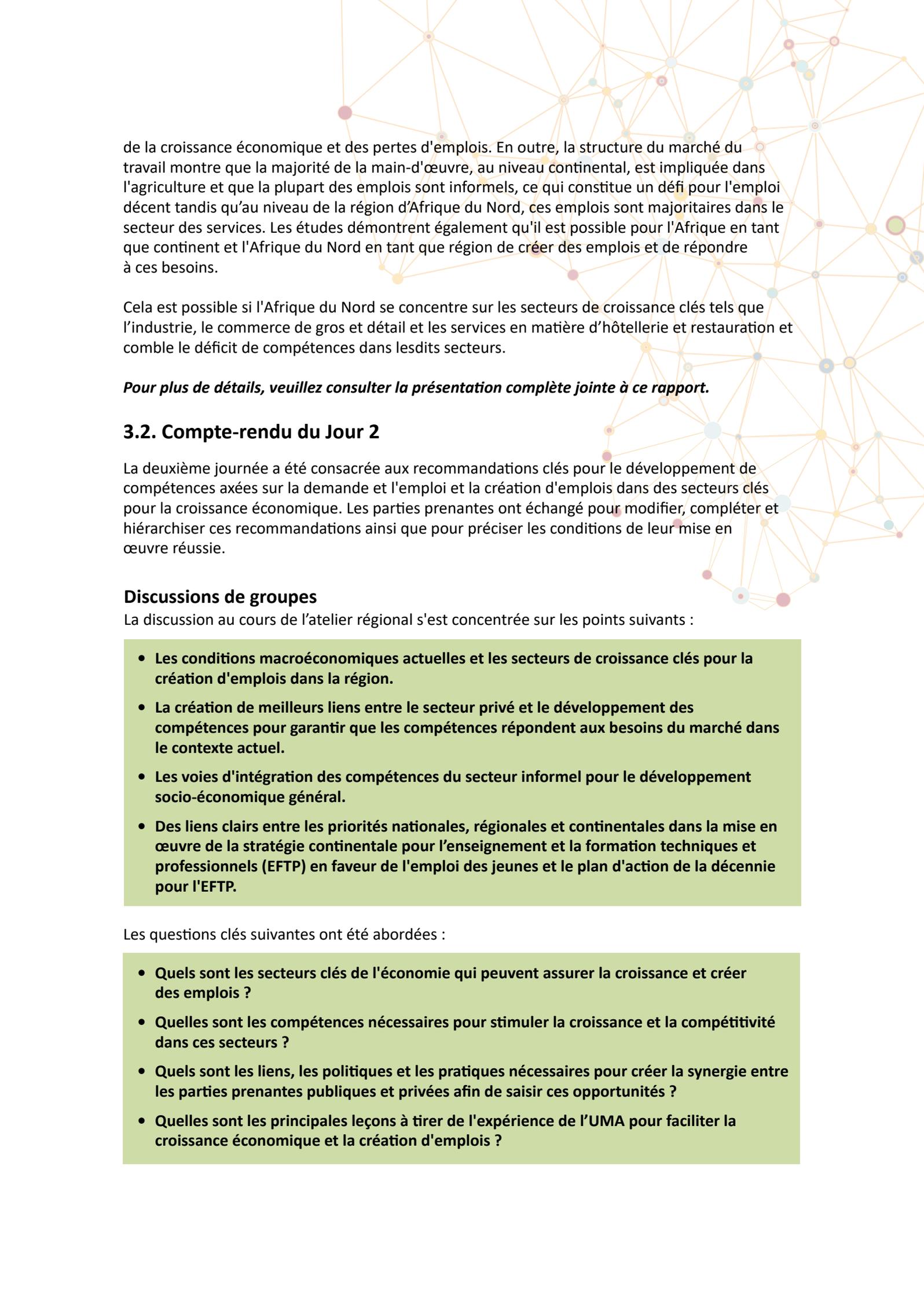
- https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/AfCFTA-youth_FINAL_PRINT_3.pdf

- https://www.uneca.org/sites/default/files/SROs/North-Africa/best-practices-in-job-creation-in-africa_uneca_202105.pdf

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_795453.pdf

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/publication/wcms_771731.pdf

- <https://www.oecd.org/publications/africa-s-development-dynamics-2018-9789264302501-en.htm>



de la croissance économique et des pertes d'emplois. En outre, la structure du marché du travail montre que la majorité de la main-d'œuvre, au niveau continental, est impliquée dans l'agriculture et que la plupart des emplois sont informels, ce qui constitue un défi pour l'emploi décent tandis qu'au niveau de la région d'Afrique du Nord, ces emplois sont majoritaires dans le secteur des services. Les études démontrent également qu'il est possible pour l'Afrique en tant que continent et l'Afrique du Nord en tant que région de créer des emplois et de répondre à ces besoins.

Cela est possible si l'Afrique du Nord se concentre sur les secteurs de croissance clés tels que l'industrie, le commerce de gros et détail et les services en matière d'hôtellerie et restauration et comble le déficit de compétences dans lesdits secteurs.

Pour plus de détails, veuillez consulter la présentation complète jointe à ce rapport.

3.2. Compte-rendu du Jour 2

La deuxième journée a été consacrée aux recommandations clés pour le développement de compétences axées sur la demande et l'emploi et la création d'emplois dans des secteurs clés pour la croissance économique. Les parties prenantes ont échangé pour modifier, compléter et hiérarchiser ces recommandations ainsi que pour préciser les conditions de leur mise en œuvre réussie.

Discussions de groupes

La discussion au cours de l'atelier régional s'est concentrée sur les points suivants :

- **Les conditions macroéconomiques actuelles et les secteurs de croissance clés pour la création d'emplois dans la région.**
- **La création de meilleurs liens entre le secteur privé et le développement des compétences pour garantir que les compétences répondent aux besoins du marché dans le contexte actuel.**
- **Les voies d'intégration des compétences du secteur informel pour le développement socio-économique général.**
- **Des liens clairs entre les priorités nationales, régionales et continentales dans la mise en œuvre de la stratégie continentale pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) en faveur de l'emploi des jeunes et le plan d'action de la décennie pour l'EFTP.**

Les questions clés suivantes ont été abordées :

- **Quels sont les secteurs clés de l'économie qui peuvent assurer la croissance et créer des emplois ?**
- **Quelles sont les compétences nécessaires pour stimuler la croissance et la compétitivité dans ces secteurs ?**
- **Quels sont les liens, les politiques et les pratiques nécessaires pour créer la synergie entre les parties prenantes publiques et privées afin de saisir ces opportunités ?**
- **Quelles sont les principales leçons à tirer de l'expérience de l'UMA pour faciliter la croissance économique et la création d'emplois ?**

Résultats des discussions de groupe :

Dans trois groupes différents et en plénière, les participant/es ont discuté et formulé les recommandations finales ci-dessous qui seront envoyées comme contribution à l'événement Continental «L'Afrique crée des emplois» pour l'année 2021. Bien que le tableau ci-dessous reflète les actions/interventions appropriées à des groupes de parties prenantes spécifiques, l'atelier a réitéré la nécessité d'une collaboration cohérente entre les parties prenantes pour faire avancer efficacement ces recommandations.

	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Améliorer le développement des compétences			
Niveau National	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser les branches d'orientation du secondaire à l'université. • Faire un diagnostic des besoins des différentes régions des pays pour harmoniser avec les secteurs porteurs des régions – Encourager les jeunes à se former et faire des stages au niveau de leur région. • Mettre en place des conventions entre les centres et les entreprises (Cas de Tunisie). <ul style="list-style-type: none"> » Evaluer des besoins actuels et futurs en main d'œuvre. » Concevoir et développer des programmes et contenus adaptés aux besoins des entreprises. » Développer des formations à court terme. • Améliorer l'orientation et la formation sur les métiers futurs. • Intégrer l'entrepreneuriat dès l'école primaire. • Développer une stratégie de communication sur les opportunités de formation disponibles. • Encourager la formation par alternance. • TIC / Digital : <ul style="list-style-type: none"> » Promouvoir les compétences numériques dans l'économie bleue et verte dans le système EFTP. » Généraliser la formation à distance/ digitale. • Assurer une mise à niveau pédagogique et technique des enseignants et formateurs de formateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des conventions entre centres et entreprises. • S'impliquer activement dans : <ul style="list-style-type: none"> » Le développement des profils suivant les besoins ; ce qui favorisera leur insertion. » La conception des centres, programmes de formation. » La mise en œuvre des programmes – associer des professionnels. » Le financement de l'EFTP ce qui suscitera aussi plus d'implication. • Mettre en place des programmes de stages académiques pour les apprenants. • Améliorer la formation continue pour la préservation des emplois des travailleurs. • Harmoniser/ coordonner les activités des organisations patronales pour un meilleur plaidoyer en collaboration avec les syndicats de travailleurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une plateforme PPP : <ul style="list-style-type: none"> » Awareness-raising programme to increase young people's interest in TVET and not in continuing education. • Plus de sensibilisation également du secteur privé qui doit accueillir les futurs apprenants. • Améliorer les cadres réglementaires de l'EFTP dans les pays : <ul style="list-style-type: none"> » Qualité de la formation et, » Adéquation avec les besoins du secteur de l'emploi (Synergie entre EFTP, Enseignement supérieur & Marché du travail). • Créer des mécanismes d'aide à l'accès à l'emploi/ un cadre de qualification respectant les besoins du marché du travail. • Consensus entre gouvernants et partenaires sociaux sur les conditions de l'emploi décent. • Développer des formations complémentaires de courte durée à l'attention des diplômés de l'enseignement supérieur pour accéder à des emplois nécessitant des qualifications modérées. • Communication et sensibilisation de la société sur l'importance des compétences professionnelles. • Faire la différence entre un diplôme universitaire/scolaire (culte du diplôme) et une qualification professionnelle prête à l'emploi. • Développer un partenariat entre le secteur public et les opérateurs privés de l'EFTP pour : <ul style="list-style-type: none"> » L'amélioration du dispositif réglementaire » L'amélioration de l'infrastructure » L'amélioration des curricula de formation conformes aux besoins du marché du travail.

	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Améliorer le développement des compétences			
Niveau National			<ul style="list-style-type: none"> • Définir des mesures incitatives pour encourager les entreprises à accueillir des étudiants dans les cadres de stages d'études ou académiques. <p><u>Paradigme à revoir !?</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement des compétences: Considérer les spécificités de l'enseignement technique et la formation professionnelle (formation en entreprise / VAE). <ul style="list-style-type: none"> » Développer les compétences de chaque système afin de produire des résultats favorables au secteur de l'emploi. • Renforcer la complémentarité entre les deux systèmes.
Niveau Régional	<ul style="list-style-type: none"> • Développer des spécialités de formation adaptées aux besoins de la région – ce qui favoriserait la mobilité des compétences. • Mettre en place des accords cadre régissant l'insertion professionnelle des jeunes – reconnaissance mutuelle des compétences. • Harmoniser la reconnaissance des diplômes – Encourager la co-certification. • Standardiser la nomenclature des qualifications. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une plateforme de dialogue entre les patronats des pays sur la question de l'EFTP. • Mettre en place un cadre favorisant le stage par alternance entre les pays. • Harmoniser/ coordonner les activités des organisations patronales pour un meilleur plaidoyer – avec le lead de Business Africa. <p><u>Exemples de bonnes pratiques dans la région de l'Afrique du Nord :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Conventions entre les centres et les entreprises avec un focus sur les régions (Tunisie). 	

Ce que le gouvernement pourrait faire concernant le secteur informel

Secteur informel :

- Reconnaissance de la compétence acquise (dans l'informel) pour occuper un emploi (dans le formel).
- Descriptif pour trouver un lien entre le niveau éducatif et le niveau de qualification pour un emploi.
- Allègement des procédures administratives, fiscales et bancaires pour faciliter la transition vers le formel.
- Procédures adaptées à chaque secteur!!!

A l'endroit de l'UMA :

- Jouer le rôle de facilitateur et coordonnateur du dialogue entre les différents ministères et même entre les organisations patronales.

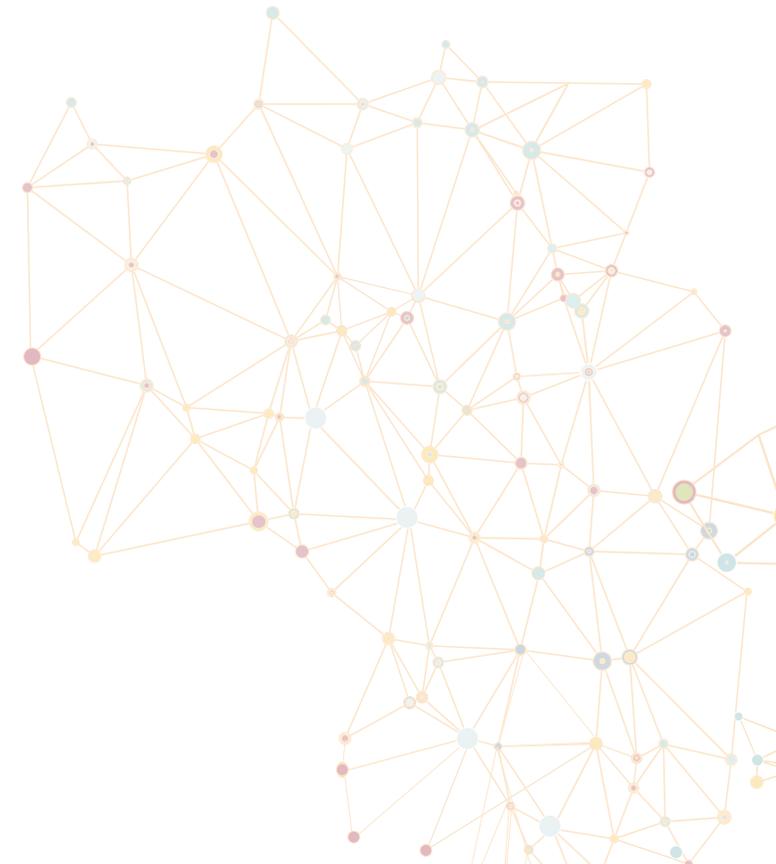
A l'endroit de l'UA :

- Mettre en place un Cadre Africain de Qualifications (CAQ) pour faciliter la mobilité dans la ZLECAf.
- Favoriser un cadre d'échange technique entre les EFTP des différents pays et les cadres de planification et politiques en matière de l'emploi au niveau des organisations régionales et continentales.
- Mettre en place une plateforme d'échanges continentales pour une sensibilisation et le partage de bonnes pratiques.

A l'endroit de SIFA :

- Mettre en place l'accompagnement technique pour permettre aux pays de développer une feuille de route pour la mise en œuvre des recommandations en matière de renforcement des compétences et de création des emplois sur le continent.

You can find the full outcomes in the document attached.



4. CONCLUSION

L'atelier régional d'Afrique du Nord a bénéficié d'un haut niveau d'engagement de la part des divers participant/es.

Les résultats des études macroéconomiques et de l'évaluation rapide des compétences dans le contexte de la crise du COVID-19 ont été présentés aux participant/es. Ils ont discuté de l'emploi dans le secteur informel ainsi que des recommandations clés qui ont été formulées pour la création d'emplois et le développement des compétences dans la région. Les résultats de cette discussion ont été saisis pour être fusionnés avec les résultats des autres ateliers régionaux et alimenter l'atelier continental.

ANNEXES

- La présentation sur les tendances macro-économiques et régionales dans la région de l'Afrique du Nord.
- L'enregistrement de la discussion en plénière.
- Les enregistrements des discussions des groupes.



Ce rapport est publié par la SIFA, l'Initiative compétences pour l'Afrique, une initiative de la Commission de l'Union africaine (CUA) et de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD).

Contact : Unami Mpofu, adresse mail : UnamiM@nepad.org
<https://www.nepad.org/skillsportalfor youth>

La SIFA est soutenue par :

L'Association allemande pour la coopération internationale (GIZ) GmbH
L'Organisation internationale du travail
La Fondation européenne pour la formation

La SIFA est cofinancée par :

Le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
L'Union européenne

Exonération de responsabilité

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité de la GIZ et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'UE ou du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement.

